

Programme Villes vertes 2 Volet II

Apport 2 - Projet Kasbah

Lieu :	Maroc
Identifiant du Projet :	53815
Secteur d'activité :	Infrastructures municipales et environnementales
Public/Privé :	Secteur public
Catégorie environnementale :	B
Date de décision sur l'approbation :	20 juillet 2022
Statut :	Signé
Date de publication du document de synthèse du Projet (DSP) en langue anglaise : 28 octobre 2022	
<i>Comme le permet le paragraphe 2.6 du chapitre III de la Politique d'accès à l'information, la divulgation de ce document de synthèse du Projet (DSP) a été reportée en conformité avec le paragraphe 1.4.4 de la Directive d'accès à l'information.</i>	

Description du Projet

Apport de 400 millions de dirhams marocains (soit 37 millions d'euros) en faveur de la ville d'Agadir (la ville d'Agadir), l'une des villes les plus importantes du Maroc et la capitale de la région de Souss-Massa. L'investissement consistera à souscrire une obligation de premier rang non garantie libellée en monnaie locale à hauteur de 1 milliard de dirhams marocains (soit 93 millions d'euros) par le biais d'un placement privé.

Objectifs du Projet

Le produit de l'obligation servira à financer la contribution de la ville au financement des projets d'infrastructures dans le cadre de son plan d'investissement stratégique 2020-24, également connu sous le nom de Programme de développement urbain (PDU), et à refinancer les prêts existants. L'investissement contribuera à créer un marché marocain des obligations municipales avec l'émission de la première obligation municipale par une autorité locale au Maroc.

L'impact sur la transition

Score de l'impact attendu sur la transition (IAT) : 70

L'impact du Projet sur la transition résulte des qualités suivantes en faveur de la transition :

Développement vert. Le Projet viendra à l'appui du plan d'investissement actuel de la ville, axé sur des projets verts, environnementaux et inclusifs, notamment pour qu'elle puisse continuer de mettre en œuvre son programme d'investissements dans les infrastructures. Le Projet servira également d'investissement déclencheur permettant à la ville d'Agadir de participer au Programme pour des villes vertes de la BERD et soutiendra la conception d'un Plan d'action pour une ville verte (PAVV).

Résilience. Le Projet contribuera à la création d'un marché marocain des obligations municipales avec l'émission de la première obligation municipale par une autorité locale au Maroc ainsi qu'à la mise en place d'un Programme d'amélioration des performances financières opérationnelles.

Le client

VILLE D'AGADIR

Agadir est la capitale de la région de Souss-Massa, l'une des douze régions marocaines établies par le découpage territorial de 2015. Sur le plan économique, il s'agit de la sixième région du Maroc, avec une contribution de 6,7 % au produit intérieur brut. Parmi les principaux secteurs porteurs de la ville figurent le tourisme, la pêche et l'industrie.

Financement de la BERD

400 millions de dirhams marocains

Souscription d'une obligation municipale en monnaie locale au Maroc à hauteur de 400 millions de dirhams marocains (soit 37 millions d'euros), représentant jusqu'à 40 % de l'émission totale.

Coût total du Projet

1 milliard de dirhams marocains

Additionnalité

L'additionnalité de la Banque résulte principalement de la réduction du déficit de financement et du soutien à la création d'un marché des obligations municipales efficace au Maroc.

Synthèse environnementale et sociale

Catégorie B (PES 2019). Le Projet consiste en une opération sur les marchés des capitaux portant sur une obligation municipale. Le produit de la participation de la BERD dans la nouvelle obligation sera exclusivement utilisé pour le refinancement des prêts existants du client, accordés pour des investissements municipaux antérieurs, et n'est pas destiné à être affecté à des actifs physiques spécifiques ou à des dépenses d'investissement, et exclura explicitement tout nouveau projet à risque élevé ou de catégorie A. Par conséquent, la diligence raisonnable sur les plans environnemental et

social a consisté à évaluer les risques et les impacts associés aux capacités et dispositifs de gestion environnementale et sociale (E&S) existants de la ville d'Agadir, et à examiner les risques associés aux opérations existantes. Pour ce faire, le questionnaire institutionnel relatif à la diligence raisonnable sur les plans environnemental et social et les documents supplémentaires fournis par la ville d'Agadir ont été examinés. Les informations disponibles ont permis d'évaluer les capacités de gestion E&S du client ainsi que les risques E&S associés à ce Projet conformément aux Exigences de performance (EP) de la Politique environnementale et sociale (PES) 2019 de la Banque.

La diligence raisonnable sur les plans environnemental et social a permis de constater que la ville est en train de mettre en œuvre un Plan d'action en faveur de l'énergie durable et cherche à obtenir sa certification de gestion de l'efficacité énergétique conformément à la norme ISO 50001, en vue notamment de réduire l'intensité carbone de ses activités municipales. La ville devra par ailleurs s'assurer que la mise en œuvre d'investissements alloués au titre du Programme de transition vers une économie verte (TEV) dans le cadre de son PDU est conforme aux EP. Ce point sera traité au moyen du Plan d'action environnemental et social (PAES) qui sera inclus dans l'accord-cadre à signer avec la ville avant la souscription. Après la souscription, la Banque exigera également du client qu'il se conforme aux EP, et le produit du financement octroyé par la BERD ne sera pas affecté à de nouveaux projets à risque élevé ou de catégorie A, conformément à la PES 2019 de la BERD.

Sur la base de la note d'information concernant l'émission obligataire municipale, le portefeuille indicatif de la ville en matière de projets d'investissement au titre du programme TEV de la BERD est susceptible d'être développé par son PDU jusqu'en 2024 et axé sur les investissements verts liés aux transports publics et à l'éclairage public. Le Projet soutient les objectifs d'atténuation prévus par l'Accord de Paris en s'appuyant sur les investissements au titre de la TEV.

Étant donné que la ville d'Agadir devrait se concentrer sur les investissements verts, ce Projet obligataire sera « déclencheur », dans la mesure où il favorisera l'élaboration d'un PAVV et la participation d'Agadir au Programme pour des villes vertes de la BERD. Les investissements proposés au titre de la « TEV » sont subordonnés à l'examen des rapports relatifs à la diligence raisonnable sur les plans environnemental et social et à un suivi ultérieur qui permettra à la Banque de vérifier les impacts sur la TEV.

Après la signature, les consultants du Programme d'amélioration des performances financières et opérationnelles seront également tenus d'aider le client à renforcer sa capacité à respecter les engagements E&S prévus par l'accord-cadre, notamment la mise en œuvre du PAES et l'établissement de rapports annuels E&S à l'intention de la BERD. La Banque contrôlera la performance du client en examinant les rapports annuels et en effectuant des visites sur place, si nécessaire.

Coopération technique et financement sous forme de subvention

Un financement de 1 million d'euros sera sollicité pour compléter l'investissement de la Banque par une mission de coopération technique (CT) en vue de l'élaboration d'un PAVV pour Agadir, intégrant une évaluation des questions de genre et d'inclusion, et

une mission de CT pour la mise en place d'un Programme d'amélioration des performances financières et opérationnelles.

Dernière mise à jour du DSP en langue anglaise

28 octobre 2022

Comprendre la Transition

Pour en savoir plus sur l'approche de la BERD quant à la mesure de l'impact sur la transition, [cliquer ici](#).

Opportunités commerciales

Pour les opportunités commerciales ou la passation de marchés, contacter la société cliente.

Pour les opportunités commerciales avec la BERD (hors passation de marchés), nous contacter :

Tél : +44 20 7338 7168

Courriel : projectenquiries@ebrd.com

Pour les Projets du secteur public, consulter [Passation de marchés](#) sur le site de la BERD, ou :

Tél : +44 20 7338 6794

Courriel : procurement@ebrd.com

Questions d'ordre général

Les questions spécifiques peuvent être envoyées via l'un des [formulaire de contact](#) de la BERD.

Politique environnementale et sociale (PES)

La [PES](#) et les Exigences de performance (EP) y afférentes définissent les modalités de mise en œuvre par la BERD de son engagement en faveur de la promotion d'un « développement sain et durable du point de vue de l'environnement ». La PES et les EP contiennent des dispositions spécifiques exigeant des clients qu'ils se conforment à la législation nationale applicable en matière d'information et de consultation du public, et qu'ils mettent en place un mécanisme de règlement des griefs pour recueillir les problèmes et les plaintes des parties prenantes, et en faciliter la résolution, en particulier concernant la performance environnementale et sociale du client et du Projet. En fonction de la nature et de l'ampleur des risques et impacts environnementaux et sociaux du Projet, la BERD demande en outre à ses clients de communiquer les informations qui s'avèrent nécessaires concernant les risques et

impacts des Projets, ou de mener des consultations pertinentes auprès des parties prenantes concernées puis d'examiner leurs réactions et d'y répondre.

Pour plus d'informations à propos des pratiques de la BERD dans ce domaine, consulter la [PES](#).

Intégrité et conformité

Le ou la Responsable de la déontologie de la BERD encourage une bonne gouvernance et assure l'application des normes d'intégrité les plus rigoureuses à toutes les activités de la Banque, en conformité avec les meilleures pratiques internationales. Des vérifications au titre de l'obligation de diligence sont effectuées pour contrôler l'intégrité de tous les clients de la Banque afin d'établir que les projets ne présentent pas de risques inacceptables, en termes d'intégrité ou de réputation, pour la Banque. La BERD est convaincue que l'identification et la résolution des problèmes pendant les phases d'évaluation et d'approbation des projets constituent le moyen le plus efficace d'assurer l'intégrité des transactions de la Banque. Le ou la Responsable de la déontologie joue un rôle essentiel dans ces efforts de prévention, tout en contribuant au contrôle des risques en matière d'intégrité associés aux Projets une fois les investissements réalisés.

Le ou la Responsable de la déontologie est également chargé(e) d'enquêter sur les allégations de fraude, de corruption ou de manquement dans le cadre des Projets financés par la BERD. Toute personne, interne ou externe à la Banque, suspectant un cas de fraude, de corruption ou de manquement, peut le reporter par écrit au ou à la Responsable de la déontologie de la BERD, en envoyant un courriel à l'adresse électronique compliance@ebrd.com. Tout signalement, même anonyme, fera l'objet d'un suivi par le ou la Responsable de la déontologie et sera examiné. Les signalements peuvent être rédigés dans toutes les langues de la Banque et de ses pays d'opérations. Les informations transmises doivent l'être en toute bonne foi.

Politique d'accès à l'information (PAI)

La PAI définit la manière dont la BERD diffuse les informations et consulte ses partenaires pour favoriser une meilleure sensibilisation et connaissance de ses stratégies, politiques et opérations, depuis son entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020. Consulter la page concernant la [Politique d'accès à l'information](#) sur le site Internet de la BERD pour savoir quels types d'informations sont disponibles en ligne.

Les demandes d'informations spécifiques peuvent être envoyées via l'un des [formulaire de contact](#) de la BERD.

Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets (MIRP)

Si les efforts pour aborder des préoccupations environnementales, sociales ou de divulgation au public avec le Client ou la Banque (par exemple via le mécanisme de règlement des griefs du Client au niveau du Projet, ou bien via un échange direct avec la Direction de la Banque) n'ont pas abouti, les personnes ou organisations peuvent adresser leurs préoccupations au Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets (MIRP) de la BERD.

Le MIRP examine en toute indépendance les problèmes liés aux Projets qui auraient provoqué, ou seraient susceptibles de provoquer, un préjudice. L'objectif du Mécanisme est : d'encourager le dialogue entre les parties prenantes du Projet en vue de la résolution de problèmes environnementaux, sociaux ou de divulgation au public ; de déterminer si la Banque a respecté sa [Politique environnementale et sociale](#) et les dispositions spécifiques aux Projets de sa [Politique d'accès à l'information](#) ; et le cas échéant, de remédier à tout cas de non-conformité à ces politiques, tout en prévenant un futur problème de non-conformité de la Banque.

Consulter la page Internet du [Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets](#) pour en apprendre plus sur le MIRP et son mandat, pour connaître les modalités de [dépôt d'un Recours](#), ou pour contacter le MIRP par courriel à l'adresse ipam@ebrd.com afin d'obtenir des conseils ou des précisions sur le MIRP et le dépôt d'un recours.